

L'énigme des taux négatifs élucidée

L'aberration des taux négatifs est possible parce que le système monétaire et financier peut se passer d'épargne. Ce qui permet à la France de continuer à s'enfoncer dans la dette.

A de nombreuses reprises, nous nous sommes penchés sur le mystère des taux négatifs. Dans tous les manuels économiques et financiers traditionnels, on apprenait que prêter donne lieu à une rémunération et qu'un taux d'intérêt avait une limite : 0. J'ai à un moment émis l'hypothèse que le taux négatif était en quelque sorte un service de coffre-fort. Des institutionnels préféreraient payer des Etats ou de très grandes entreprises pour conserver leur argent plutôt que se risquer à le laisser traîner dans une banque de santé douteuse. Puis, en 2016, les taux négatifs ont touché le crédit immobilier en Belgique.

« C'est comme si une barrière invisible avait été franchie, séparant le monde réel du fantasme total où le bas est le haut, oui est non, et n'importe quel panier percé peut désormais apparemment vivre gratuitement dans un manoir. » méditait Bill Bonner.

En réalité, les taux négatifs peuvent exister parce que le système monétaire financier actuel n'a pas besoin d'épargne. Il a même intérêt à ce que l'épargne disparaisse. La vocation d'un Etat-providence est de vous prendre en main de la crèche à la tombe. Dans ces conditions, pourquoi provisionner pour un coup dur, un accident de la vie ?

De son côté, le keynésianisme professe que la consommation est le moteur de l'économie. Par conséquent, l'épargne est inutile et même gênante : elle diffère la consommation et contrecarre les plans de redistribution et « justice sociale ». Ce qu'il faut à un Etat-providence c'est beaucoup de consommation et du crédit facile à redistribuer pour s'acheter des électeurs. Le système monétaire et financier actuel est parfaitement adapté à cela et les taux négatifs sont la preuve qu'il se passe très bien de l'épargne.

Souveraineté contre crédit

Autrefois, lorsque l'épargne comptait encore, un Etat qui voulait dépenser plus que ses rentrées d'impôts devait solliciter des prêteurs dont les moyens étaient limités. Mais ce n'est plus le cas. Jeudi 5 avril, la France empruntait sur les marchés financiers.

Notre pays est secoué de grèves. Le tourisme - qui est devenu une de ses activités de poids - en pâtit déjà. La tendance générale dans le monde est à la hausse des taux d'intérêt. La Banque centrale européenne achète moins de titres financiers que par le passé. La Suisse aussi car elle a renoncé à maintenir la parité stricte euro contre franc suisse. Les Etats-Unis n'achètent pas de dettes souveraines en euro. Bref, moins d'acheteurs, un contexte haussier de taux d'intérêt, un pays toujours dépensier et secoué de grèves. Vous auriez pu penser que la dette allait nous coûter plus cher

Raté.

Qui subventionne notre magnifique modèle social que tout le monde nous envie mais que personne ne peut se payer ? Qui a acheté la dette française mise aux enchères par les petits génies de l'Agence France Trésor avec suffisamment d'empressement pour que cela nous coûte moins cher encore que l'année dernière ?

Attention : hypothèse « complotiste » !

Ames sensibles, ne lisez pas ce qui suit. Jean-Pierre Chevallier est un spécialiste de la comptabilité des banques et de la Banque centrale européenne. Son analyse du bilan de la BCE en date du 30 mars fait apparaître que des non-résidents comblent les trous de la BCE à hauteur de 340 milliards d'euros. Au 30 mars, ces largesses atteignaient un plus haut historique. D'où viennent-elles ? Jean-Pierre Chevallier a son idée sur la question :

« Ces généreux et anonymes non-résidents ne peuvent qu'être des musulmans possédant des capitaux tirés de pays ayant de gigantesques ressources en hydrocarbures, ce qui explique la politique dite migratoire appliquée en Europe. »

Effectivement, des sponsors capables d'une puissance de feu hebdomadaire de 73 milliards d'euros qui ne sont pas des gouvernements ou des entités gouvernementales ne sont pas légion. L'hypothèse de Chevallier ne peut pas être prouvée : ces « généreux donateurs » sont anonymes dans la comptabilité de la BCE, et il existe un marché secondaire des titres d'obligations souveraines. Cependant, elle a le mérite de présenter une justification ; il est d'ailleurs probable que cette aide ne se limite pas à la BCE.

Jeudi dernier la France ne levait que la modeste somme de 7,665 milliards d'euros à 30 ans, 16 et 10 ans. La seule catégorie d'obligations boudée fut les « green bonds » ou « OAT vertes » censées financer la transition énergétique. Encore de l'eau au moulin « complotiste » ? Si vous êtes un roi du pétrole, votre abnégation ne va tout de même pas jusqu'à financer les industries concurrentes. Hypothèses et complots, alors que la question exige transparence et rigueur : une façon de clarifier les choses serait que les citoyens sachent à qui notre pays vend vraiment sa souveraineté.

Les autorités détestent l'anonymat pour les transactions entre citoyens qu'elles soupçonnent immédiatement d'intentions terroristes ou d'évasion fiscales. Pourquoi accepter l'anonymat dans le cas de cette comptabilité nationale et supranationale ? A quels non-résidents hors Zone euro devons-nous de l'argent ? Si la réponse n'est pas honteuse, elle devrait être simple à obtenir.

Pour plus d'informations et de conseils, c'est ici et c'est gratuit